

Droit des patients et des résidents

Contexte

La formation proposée sera axée sur la compréhension des droits fondamentaux du patient, mais aussi de l'usager accueilli en établissement médico-social appelé le « résident ». Les droits seront abordés à travers des études de cas pratiques en lien avec l'exercice professionnel des participants, des cas de jurisprudence pour illustrer des situations où le non-respect des droits du patient et/ou du résident a été sanctionné et enfin des retours d'expériences vécus en établissement par les équipes pluridisciplinaires.

Objectifs

□ Etudier le statut de l'usager, ses droits fondamentaux et sa place au coeur de son projet individualisé □ Identifier les outils juridiques imposés par la loi pour garantir les droits fondamentaux du résident hébergé en établissement médico-social □ Identifier l'impact de la réglementation sur la prise en charge des patients pour mieux respecter les droits du patient □ Comprendre que le patient est le premier concerné et savoir se positionner au regard des demandes de la famille □ Faire de la relation avec le patient une relation de confiance grâce au respect du secret médical □ Améliorer l'accompagnement en fin de vie avec les nouveaux outils légaux

Programme

Etudier le statut de l'usager, ses droits fondamentaux et sa place au coeur de son projet individualisé

- Comprendre l'évolution des textes
- Comprendre l'existence de plusieurs lois
- Analyse des droits du résident considéré comme « usager » ■ Analyse des droits du résident considéré comme « usager » au regard de la loi du 2 janvier 2002
- Fondements des droits du résident
- Analyse des droits garantis au résident hébergé (loi du 2 janvier 2002)
- Les instruments juridiques qui garantissent les droits des résidents en ESMS ■ Analyse des droits des « patients » au regard de la loi du 4 mars 2002
- Le statut particulier pour chaque malade hospitalisé
- Un malade protégé par plusieurs textes
- Un patient assisté, représenté et aidé dans ses actes médicaux ■ Etude des droits fondamentaux du patient
- Le droit d'être informé
- Le droit de consentir à l'acte médical
- Le droit d'accéder au dossier médical
- Le droit aux soins et à la qualité des soins ■ Un usager de la fonction publique hospitalière protégé par le Secret médical

- Une obligation légale inscrite comme fondement de la relation avec l'utilisateur
- La notion de « secret partagé »
- Les cas de levées légales du secret professionnel
- Le témoignage en justice pour le personnel soumis au secret professionnel ■ Les droits des usagers en fin de vie à la lecture de la Réforme de 2016
- L'expression de la volonté des malades en fin de vie
- Les outils de l'expression de la volonté du patient
- Le droit à l'accompagnement et aux soins palliatifs

Public

Tout public

Exercice

2024

Nature

AFR

Organisé par

En cours d'achat

Durée

14 heures

Typologie

Formation continue ou Développement des connaissances et des compétences